



Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - CB

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société STR
FRANCE SAS de respecter les dispositions de l'article
R515-82 du code de l'environnement pour son
établissement situé à LE CATEAU CAMBRESIS**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I,II et V ;

Vu l'article L171-8 du Code de l'Environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2017 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2008 portant autorisation d'exploiter un chantier de récupération et de stockage de vieux métaux et agrément pour une activité de démolition d'épaves automobiles (« démolisseur ») concernant la société STR FRANCE pour son établissement situé à LE CATEAU CAMBRESIS – 72, rue Faidherbe ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 mars 2010 imposant à la Société STR FRANCE des prescriptions complémentaires pour la poursuite des activités de son établissement situé à LE CATEAU CAMBRESIS ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant le 30 juin 2015 en vue de modifier les dispositions de certains articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 janvier 2008 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mars 2010 ;

Vu la demande de mise à jour du classement ICPE transmise par l'exploitant le 28 juillet 2016 suite à la modification de la nomenclature des ICPE ;

Vu le rapport en date du 3 octobre 2017 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que la société STR FRANCE SAS n'a pas fourni le dossier de mise en conformité prévu par l'article R. 515-82 du code de l'environnement,

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article R. 515-82 II du Code de l'Environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société STR FRANCE SAS de respecter les dispositions de l'article R. 515-82 II du Code de l'Environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La Société S.T.R FRANCE SAS, dont le siège social est situé au 72, rue Faidherbe - 59360 LE CATEAU CAMBRESIS, et qui exploite un chantier de récupération et de stockage de vieux métaux et de démolition d'épaves automobiles sur le territoire de la commune de LE CATEAU CAMBRESIS à la même adresse, est mise en demeure :

- de déposer, **dans un délai de trois mois**, à compter de la date de notification du présent arrêté et en application de l'article R.515-82 du Code de l'environnement, un dossier de mise en conformité dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R.515-72. Un rapport de base réalisé selon les modalités définies dans le « guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base rendu nécessaire par la Directive IED » est joint à ce dossier.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-Préfet de CAMBRAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LE CATEAU-CAMBRESIS,

- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de LE CATEAU-CAMBRESIS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le

17 NOV 2017

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint



Thierry MAILLES



